

loir-et-cher | actualité

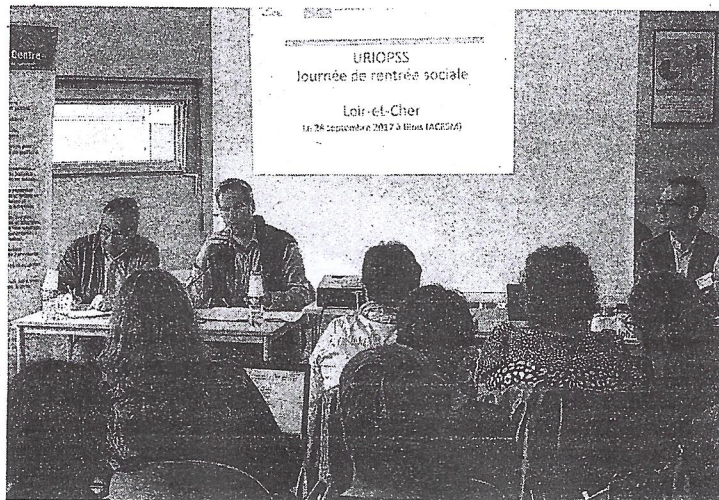
social

Uriops : les associations font leur rentrée sociale

4.400 Loir-et-Chériens travaillent pour une association dans le social, le médico-social et la santé. 33 de ces associations se regroupent au sein de l'Uriops.

Le chiffre est très important : plus de 4.400 salariés en Loir-et-Cher, qui ont pour point commun de travailler au sein d'une association, dans le secteur social, médico-social et de la santé. Mais ils œuvrent souvent chacun de leur côté. C'est pourquoi l'Uriops (Union régionale interfédérale des œuvres et organismes privés non lucratifs sanitaires et sociaux) permet à ses associations et à leurs professionnels de se rencontrer, confronter leurs expériences. 33 associations y adhèrent en Loir-et-Cher et se sont retrouvées, jeudi à Blois, pour une journée de rentrée sociale.

« Nous œuvrons dans des secteurs séparés, avec des financements différents, c'est pourquoi il est important que nous soyons solidaires. Au niveau régional, nous faisons remonter nos préoccupations, car unis, notre parole est plus forte. Et nous sommes évidemment force de propositions », expliquent les délégués départementaux, Éric Elsener et Loïc Tytgat. La jour-



Les délégués départementaux ont ouvert la journée de rentrée de l'Uriops, jeudi au centre éducatif et social spécialisé de Blois.

née blésoise a permis aux associatifs d'échanger avec les prescripteurs et financeurs que sont le conseil départemental, les services de l'État, l'Agence régionale de santé, etc.

« Notre secteur associatif est une spécificité française, nous participons au service public, nous sommes financés par des fonds publics, mais nous conservons notre indépendance »,

explique Éric Elsener. Une indépendance qui permet au secteur associatif de repenser la solidarité, de réfléchir au monde de demain qui se construit avec les jeunes d'aujourd'hui, au-delà des seules considérations budgétaires. « Nous avons une réelle pertinence sur le secteur, une expertise de long terme tout d'abord et puis nos tarifs sont concurrentiels car il y a beaucoup d'investissement bénévole et que

nous ne faisons pas profit », ajoute Loïc Tytgat. Les professionnels revendiquent leurs financements comme d'excellents investissements : « Ne pas mettre d'argent dans le médico-social, c'est payer une note médicale, sociale et judiciaire plus lourde à terme. Notre objectif est de ne pas subir, mais d'agir en amont. Non pas pour faire de l'assistanat, mais pour permettre au plus grand nombre d'être à nouveau acteurs de leur propre vie. »

Un message optimiste

Un message volontaire et optimiste qui aura été entendu localement, alors qu'au plan national, le gouvernement annonce une priorité mise sur le handicap. « Nous devons être vigilants pour que les financements d'un secteur médico-social ne cachent pas une baisse dans un autre », ajoutent les délégués. Les aides aux jeunes adultes en difficulté sont, par exemple, en baisse ces dernières années.

Béatrice Bossard